



AVENIR DU PARC CHARBON

Le Gouvernement doit privilégier le pragmatisme industriel et social et l'esprit de responsabilité



Alors que les conclusions de la mission charbon se font attendre, l'Alliance CFE UNSA Énergies continue de défendre les solutions permettant de fortement diminuer les émissions de CO₂ sans se priver de la contribution de ces centrales à la sûreté du système électrique.

Elle demande au Gouvernement de faire preuve de pragmatisme industriel et social sur la fermeture de ces centrales et de soutenir leur adaptation aux enjeux de transition énergétique et de sécurité électrique du pays.

Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, la réaffirmation par le Gouvernement de sa volonté d'arrêter d'ici 2022 la production d'électricité à base de charbon en France se heurte à une réalité technique, sociale et économique incompatible avec un arrêt précipité et définitif de ces centrales.

Un coup de poker irresponsable

Les équipes d'EDF sont en effet en train de démontrer avec le projet Ecomobust qu'il est possible de faire évoluer la technologie des centrales thermiques. Il s'agit de décarboner en les adaptant à la transition énergétique par passage à la biomasse.

Dans le même temps, la prise de conscience des enjeux de sécurité d'alimentation électrique progresse en Europe, de manière récurrente en Bretagne ou nouvellement en Belgique.

Ainsi, l'Alliance CFE UNSA Énergies ne comprendrait pas que le Gouvernement s'entête à condamner des moyens de production indispensables à la sécurisation de l'alimentation électrique de la France.

La fermeture précipitée du parc charbon s'apparente donc à un coup de poker politique, peu responsable. Les conséquences de cette décision précipitée sont en effet potentiellement désastreuses pour notre pays, ses citoyens et son économie.

Une hérésie climatique

Cette hérésie électrique risque fort d'être doublée d'une hérésie climatique. La fermeture des centrales françaises pourrait en effet conduire à solliciter, lors des épisodes de pointe électrique, des centrales charbon des pays frontaliers, en particulier allemandes.

La fermeture des centrales charbon françaises pourrait donc ne pas faire baisser les émissions de CO₂ par kWh consommé en France, mais assurément de dégrader la balance commerciale du pays tout en soutenant l'emploi industriel en Allemagne.

L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS!

CFE-CGC ÉNERGIES
contact@cfe-energies.com

UNSA ENERGIE
contact@unsa-energie.fr

Ce serait alors une prime donnée à l'incurie climatique puisque nos voisins allemands refusent d'assumer leur responsabilité climatique en engageant la fermeture de leurs propres centrales charbon-lignite. Pire, ils freinent des quatre fers sur les ambitions climatiques européennes.

Un enjeu industriel

Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, le Gouvernement doit également tenir compte des enjeux industriels. Le récent rapport du GIEC sur le réchauffement climatique, plus alarmant que jamais, démontre en effet que le post équipement des centrales charbon existantes constitue probablement l'une des clés de l'immense défi que doit relever l'industrie énergétique mondiale.

Ainsi, les technologies développées en France pourraient être déployées sur le parc charbon mondial, contribuant ainsi à l'objectif de réduction des émissions de CO₂ à l'échelle planétaire. Il est par conséquent indispensable de donner toutes leurs chances aux projets technologiques de réduction de consommation de charbon et d'émissions de CO₂ sur les tranches charbon existantes.

Ces projets sont donc porteurs d'emplois et de visibilité internationale. Plutôt qu'exiger une fermeture brutale, le Gouvernement doit donc soutenir les

projets de reconversion comme le projet Ecocombust d'EDF.



Compte-tenu des enjeux planétaires et du potentiel de ce secteur, l'Alliance CFE UNSA Énergies encourage à aller plus loin encore, en installant sur les sites du Havre et de Cordemais des centres de recherche et développement dédiés aux technologies de réduction amont et aval des émissions de gaz à effet de serre d'origine industrielle.

La nécessité d'une régulation adaptée

Enfin, précipiter la fermeture du parc charbon français en 2022 menacerait la sécurité d'approvisionnement en électricité de la France tout en supprimant les milliers d'emplois directs, indirects et induits associés à la vie de ces centrales.

L'Alliance CFE UNSA Énergies demande donc au Gouvernement de rapidement définir la régulation qui permettra de maintenir ces centrales disponibles pour le système électrique tout en réduisant leur nombre d'heures de fonctionnement et donc leurs émissions.

Parce qu'elle défend une transition énergétique responsable, l'Alliance CFE UNSA Énergies demande au Gouvernement d'agir avec pragmatisme.

Elle lui demande d'offrir aux centrales charbon françaises une mutation technologique, régulatoire et sociale exemplaire à même de réduire progressivement et fortement la consommation de charbon et les émissions de CO₂, tout en assurant la sécurité d'alimentation électrique du pays.

C'est ainsi qu'il assumera ses responsabilités vis-à-vis des français mais aussi des salariés et des territoires frappés de plein fouet par ses décisions.

**L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS!**

